

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14 05

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 8 fr. — »

La Serbie à la conférence de la paix

La conférence interalliée se réunira la semaine prochaine pour élaborer les préliminaires de la paix. Chaque puissance alliée exposera à cette occasion ses revendications particulières, dont la légitimité sera examinée par la conférence.

La Serbie se présentera à la conférence en sa qualité nouvelle de Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, mais cette union nationale ne diminue nullement les titres positifs que le peuple serbe entend faire valoir à l'appui de ses aspirations nationales. Les principes wilsoniens dont veulent se réclamer aujourd'hui aussi nos ennemis, ne signifient pour la Serbie que la consécration des droits sacrés qu'elle a acquis bien avant les messages de M. Wilson par sa lutte héroïque et par son idéalisme politique sans pareils.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908 avait blessé au cœur la nation serbe. L'Europe seulement, pour conserver la paix, était disposée à accepter sans murmure cette atteinte flagrante aux principes les plus élémentaires du Droit International. Les protestations serbes réveillèrent cependant la conscience des démocraties occidentales qui ne manquèrent pas de s'apercevoir du gros péril que comportait l'acceptation de cette pratique dangereuse et immorale de changer un traité international tel que le traité de Berlin, par la seule volonté d'une des puissances signataires. Devant la menace allemande, l'Entente céda pourtant et conseilla à la Serbie de faire de même. La crise bosniaque se termina par la victoire diplomatique allemande, mais la victoire du Droit et de la Morale fut du côté serbe.

En 1912, sur le conseil de la Russie, la Serbie avait conclu un traité d'alliance avec la Bulgarie, mais ce traité, dans la pensée austro-bulgare, devait être le tombeau de l'indépendance serbe. D'accord avec l'Autriche, la Bulgarie escomptait une défaite serbe, et pour rendre plus sûre cette défaite, les Bulgares retirèrent au dernier moment leur engagement contractuel et n'envoyèrent pas aux Serbes les 100.000 soldats promis. Un fait encore plus grave et qui reste à éclairer, c'est l'empressement des Turcs à attaquer les Serbes à Koumanovo, avant la jonction opérative des trois armées serbes sur le plateau entre Uscub, Stip et Veles, mais aussi avant que la concentration des armées turques fût achevée. La suggestion en était venue probablement de Vienne, et vu les attaches secrètes entre Sofia et Vienne, il n'est pas impossible que cette suggestion eût sa source première à Sofia ! En tous cas les Bulgares comptaient avec la défaite serbe et l'Autriche se tenait prête à intervenir sous prétexte de « sauver » la Serbie de l'invasion turc.

C'eût été la réalisation du fameux programme du comte Berchtold sur la « décentralisation » administrative en Turquie sous la forme d'une Macédoine autonome protégée par la Bulgarie et d'une Albanie également « autonome » qui s'étendrait jusqu'au Vardar et qui serait confiée à la protection autrichienne.

L'Autriche et la Bulgarie auraient ainsi partagé la péninsule balkanique. La victoire serbe remportée sur les Turcs à Koumanovo en 1912, sauva non seulement la Serbie, mais aussi la nation serbo-croate-slovène tout entière et sous certains rapports aussi l'Europe démocratique. Sans cette victoire, la Serbie vaincue aurait perdu sa force de résistance et tous les Balkans seraient tombés sous la tutelle austro-germanique. La ligne Berlin-Bagdad serait rétablie et

l'Allemagne aurait eu des chances beaucoup plus favorables pour la guerre générale.

Furieuse des victoires serbes, l'Autriche-Hongrie, poussée et appuyée par l'Allemagne, essaya tout pour circonscrire les succès du petit Royaume. Après avoir forcé la Serbie de se retirer de l'Adriatique, l'Austro-Allemagne lança la Bulgarie, le 29 juin 1913, contre notre pays dans l'espoir de nous voir écraser par les Prussiens balkaniques. La victoire serbe de Bregalnitsa, fit échouer ce plan diabolique et pour la deuxième fois en 1913 la Serbie échappa au sort que le germanisme lui préparait. La solidarité serbo-gréco-roumaine de 1913 remporta un gros succès et il ne dépendait que de ces trois peuples pour conserver à jamais la paix dans les Balkans. Malheureusement la Grèce et la Roumanie n'étaient pas mûres pour une politique anti-germanique. Le traité de Bucarest qui devait former la base de cette triple alliance balkanique fut abandonnée aussi bien par la Grèce que par la Roumanie au moment même où il devait produire ses effets principaux. La Serbie resta ainsi le seul rempart contre la « Drag nach Osten » germanique.

En 1914, l'Autriche et l'Allemagne étaient décidées à accomplir elles-mêmes ce que leurs mercenaires turcs et bulgares n'avaient pu réaliser. La Serbie résista et l'Entente la soutint cette fois-ci. L'appui que les Alliés ont donné à la Serbie, notre pays l'a dignement mérité. Il a été saigné à blanc mais il a tenu ferme. La Roumanie, non seulement nous abandonna à notre sort en 1915, mais elle alla jusqu'à conclure en 1916, à nos dépens et derrière notre dos, un accord avec les Alliés qui fut ensuite périmé, par la paix séparée de la Roumanie mais qui n'en forme pas moins un document dont les Roumains n'ont aucun motif de s'enorgueillir. Nous n'avons pas eu de traités avec les Alliés en 1915 mais à aucun moment de notre catastrophe nationale l'idée ne nous fût venue de conclure une paix séparée. La Roumanie, dans un moment semblable, n'a pas eu la même attitude. Quant à la Grèce constantinoise, elle nous avait trahis formellement et elle nous abandonna aux Bulgares. Le roi Constantin n'attendait que l'occasion de servir son beau-frère Guillaume, sans se soucier des véritables intérêts du peuple grec. Grâce à Vénizelos, le peuple hellène est revenu à la politique de solidarité balkanique et les divisions grecques ont rivalisé d'ardeur combattive dans la dernière offensive en Macédoine. Et la Roumanie se trouve actuellement en état de pouvoir reprendre les fils de cette politique de 1913, la seule qui soit dans l'intérêt de son développement national.

L'Italie, ancien membre de la Triple Alliance, avait adopté une attitude particulière. De fait, l'Italie n'a jamais envisagé comme une réalité politique la libération et l'union intégrale de notre nation. Elle se préparait plutôt à se protéger contre l'Autriche-Hongrie en s'assurant la possession d'une bonne partie de notre sol national. L'Histoire dira si l'Italie avait eu l'idée de s'arranger à l'amiable avec l'Autriche, aux dépens de nos territoires, et de rester neutre jusqu'à la fin de la guerre ; ou bien si elle avait dès le début de la guerre mondiale la vision claire de l'importance de la lutte engagée. Ce qui est certain, c'est que l'Italie posait une condition pour son intervention à côté des Alliés, que des avantages spéciaux lui soient garantis et que la Serbie n'en eût pas connaissance. Le traité de Londres consacra ce marchandage.

Cet traité n'est pas obligatoire pour la conférence qui doit résoudre le problème italo-sudslave sur d'autres bases. Quant à nous, il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'une seule fois la Serbie refusa, et refusa catégoriquement, d'obéir aux Alliés, et ce fut le cas lorsque l'Italie, qui avait nié à la Serbie la qualité d'allié et qui avait pris des avances et des gages sur les terres sudslaves, s'adressa aux Alliés au mois de juin 1915 avec la demande d'exiger de la Serbie l'offensive pour faciliter la tâche de l'armée italienne. On nous le demandait à un moment où nous traversions une terrible crise intérieure provoquée par des épidémies. Et les Italiens nous en gardent rancune aujourd'hui encore.

Nous omettons à dessein de parler des exploits de guerre de l'armée serbe et des légions volontaires de Serbes, Croates et Slovènes. Ce qui caractérise la politique de la

Serbie c'est la persévérance dans la lutte contre le germanisme, la loyauté absolue envers les Alliés et un esprit de sacrifice qui fait vraiment honneur à la conscience nationale serbe. La conférence de la paix doit tenir compte de ces éléments de notre problème national. Elle le fera non seulement par la reconnaissance du nouveau Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, mais par la protection pleinement légitime de l'intégrité de notre nation aussi bien à l'est qu'à l'ouest, au sud qu'au nord. Et si la sécurité future de l'Europe doit reposer en dehors de la Ligue des nations sur une digue solide contre le germanisme, c'est la barrière serbe qu'il importe de consolider. Mais il faut pour cela que la Serbie, qui n'a rien marchandé, ne fasse l'objet, ni elle ni aucune partie de la nation unique serbo-croate-slovène, d'aucun marchandage.

L. M.

Le problème italo-slave

Le problème italo-slave est loin d'être aussi simple que la plupart de nos confrères de la presse alliée et neutre se plaît de le considérer.

Pour bien le comprendre, il faudrait l'envisager dans son ensemble et sous différents rapports : politiques, ethniques et économiques.

Au moment actuel le mouvement irrédentiste italien se heurte contre le facteur ethnique : la co-existence dans la région Julienne de deux races dont chacune est en mesure d'invoquer contre l'autre le principe des nationalités. A l'avenir comme par le passé l'irrédentisme adriatique des Italiens se heurtera et peut-être même sera dominé par le facteur économique. « La politique de conquête territoriale vers laquelle le néo-nationalisme voudrait pousser l'Italie, écrivait judicieusement Angelo Vivante, n'est donc pour ce qui regarde l'Adriatique qu'une absurdité économique. L'annexion d'une très petite zone du rivage oriental (la zone Julienne ne représente qu'un quart de toute la côte orientale) produirait des conséquences pires tant pour la région Julienne que pour l'Etat italien ».

Laisant de côté pour le moment le facteur ethnique et économique, nous ne nous occuperons que du côté politique de la question.

En Italie, la conception irrédentiste concernant la région Julienne a toujours manqué de clarté et de précision. Dès le début du mouvement unitaire, les aspirations de l'Italie vers la frontière adriatique apparaissent incertaines et contradictoires. Tantôt c'est le critère national que l'on invoque, tantôt c'est le critère géographique et militaire. Cette confusion des esprits se manifesta chaque fois lorsqu'il s'agissait d'indiquer les limites de ces aspirations.

En 1848, le manifeste de « l'union fédérative italienne » prescrit à Charles-Albert des confins très modestes : « L'Italie, dit le manifeste, ne pourra être ni heureuse, ni tranquille aussi longtemps qu'elle ne sera pas arrivée jusqu'au bord de l'Isonzo ». Emilio Solitto, dans le « Journal de Trieste », proclamant sa foi unitaire, fait aussi allusion à l'Isonzo. En 1864, une carte officielle publiée dans le nouveau royaume, fixe les confins de l'Italie à l'Isonzo. Mazzini, lui aussi, n'est dans cette question ni affirmatif, ni constant. En 1831, il place les confins dans la direction de Trieste, sans préciser davantage (Instruction générale pour les membres du « Giovane Italia »). En 1857

(Lettres slaves) il écrit au sujet de la frontière du côté des Alpes Juliennes : « L'Europe future aura une Italie qui s'étendra de la Sicile à l'amphithéâtre des Alpes à Trieste ». En 1860 (Doveri dell' Uomo) les confins sont marqués à l'embouchure de l'Isonzo ; finalement en 1871, le grand apôtre des nationalités dépasse les limites tracées par le droit national en comprenant dans la péninsule Adelsberg, le Carso dépendant administrativement de Laibach ainsi que le Tyrol jusqu'au-delà de Brunek.

Visconti-Venosta et Lamarmora indiquent que l'Isonzo est la vraie frontière de l'Italie du côté du Frioul. Le second de ces hommes d'Etat s'explique ainsi à propos des aspirations italiennes (oct. 1865) : « Je dois déclarer que sous la dénomination des possessions italiennes, j'entendais seulement outre la Vénétie, la partie vraiment italienne du Tyrol. Je n'ai jamais songé à Trieste. Cette ville est entourée des populations slaves ».

Si par hasard Trieste appartenait à l'Italie, cette possession serait pour notre royaume une source de difficultés et de dangers très graves ». Un seul homme, dit Angelo Vivante, montre une pensée personnelle, Camillo Cavour.

Dans un discours sur la politique étrangère, à la Chambre subalpine (20 oct. 1848), Cavour prouve qu'il a clairement compris le problème austro-hongrois ainsi que le problème italo-slave. Il entrevoit le fond national du mouvement croate guidé par Yelatchitch. Il flétrit l'oppression oligarchique magyare des nationalités slaves. Il préconise la victoire du Slavisme dans la partie orientale de la Monarchie. La race slave, dit-il, énergique, nombreuse, opprimée depuis plusieurs siècles, tend à la complète émancipation. Sa cause est juste et noble, défendue par des troupes hardies et énergiques, elle doit triompher dans un avenir non éloigné ». Paroles prophétiques devenues aujourd'hui réalité ! Comme ministre, Cavour apprécie à sa juste valeur le facteur ethnique, la co-existence de deux races (italienne-slave). Il est, dirait-on, profondément conscient de la force et de l'avenir du slavisme ainsi que de la nécessité d'en faire un ami de l'Italie. Aussi peut-il être considéré à juste titre comme adversaire de l'annexionisme et de l'assimilation forcée. Mais Cavour paraît être le seul ayant une compréhension juste du problème. L'irrédentisme du Royaume à cette époque, dit A. Vivante, demeure un état d'âme superficiel, tumultueux, oratoire, d'une pauvre intellectualité, très souvent même pétri d'ignorance. Les terres irréd-

¹ A. Vivante : *L'Irrédentisme Adriatique*, p. 207.

deutes font l'objet tantôt d'oubli, tantôt de renonciation manifeste de la part des hommes politiques du Royaume.

Dans la discussion à la Chambre (avril 1867) sur le traité de paix avec l'Autriche, pas une seule voix ne s'élève pour rappeler la région Julienne, ni pour protester contre la renonciation à la frontière orientale.

M. Sonnino lui-même écrit quelques années plus tard dans la « Rassegna Settimanale » du 29 mai 1881, les paroles suivantes : « Il faut d'abord écarter résolument la question de l'Italie irrédente. Dans les conditions actuelles de l'Empire austro-hongrois la possession de Trieste est de la plus grande importance pour lui. Et puis Trieste est le port le mieux doué pour le commerce allemand : sa population est mixte comme en général celle qui se répand sur notre frontière orientale. Revendiquer Trieste comme un droit serait une exagération du principe des nationalités ». Ce désaveu de l'idée irrédentiste de la part des hommes politiques du Royaume n'est pas un fait isolé. L'idée unitaire a été presque autant de fois désavouée par les politiciens du Royaume que l'idée séparatiste le fut par ceux des provinces irrédentes.

Mancini, ministre des Affaires étrangères, au mois de mars 1883, à Montecitorio, se donna toutes les peines du monde pour prouver que l'irrédentisme adriatique et triestin jure avec la théorie du principe des nationalités. Le régime crispin pendant une période de dix ans environ (1887-1896) répudie toute revendication concernant les possessions autrichiennes. Il combat même la candidature du triestin Barzilai à Rome. Malgré tout l'irrédentisme ne désarme pas, bien au contraire, il se colore de plus en plus d'une teinte impérialiste. Néanmoins, après la défaite d'Adua l'irrédentisme semble revenir à une vision plus nette d'actualité, influencée par le facteur ethnique et économique. C'est probablement cette vision qui suggéra plus tard à M. Sonnino la proposition du 8 avril 1915. La solution du problème adriatique préconisée alors par lui consistait dans une autonomie pour Trieste qui devait être érigé en Etat autonome et indépendant et déclaré port franc. Cette proposition faite à la veille de l'entrée de l'Italie en action, infligeait un cruel démenti aux prétentions irrédentistes réclamant Trieste et Gorica, en vertu du droit historique ; Fiume, ville croate, en vertu du droit stratégique et la Dalmatie tout entière, en vertu de sa vie artistique et intellectuelle dans le passé.

Lors du pacte de Londres, la politique italienne revenait à ses visées impérialistes d'antan. L'irrédentisme de nos jours n'est en fait que de l'impérialisme déguisé. Cela provient de ce que les hommes politiques actuels sont obsédés par deux idées fixes ou mieux deux illusions. La première résulte de la conviction erronée : la possibilité d'absorption des Slaves par les Italiens, au moyen d'assimilation violente et forcée. Or, cette conviction basée sur le préjugé de l'infériorité de culture slave comparée à la culture italienne est tout-à-fait injustifiée.

La culture d'une race n'est en définitive que l'établissement de sa civilisation morale. Lorsqu'il s'agit de la culture d'un peuple, il importe bien moins d'instruire l'esprit que de construire l'âme, de la construire saine, vigoureuse, résistante, capable d'efforts et d'attention. Or, à ce point de vue, la culture des Slaves du Sud s'est montrée supérieure non seulement à celle de ses ennemis, mais aussi à celle des Italiens. Aussi tous les efforts d'assimilation forcée tentés dans le passé par nos ennemis sont restés vains. Ceux que les Italiens vont tenter à l'avenir n'auront pas plus de chance d'aboutir ; l'individualité d'une nation ne pouvant que s'accroître au choc d'une autre. Camillo Cavour l'a bien pensé aussi. C'est pourquoi, il recommandait à ses compatriotes de ne pas brusquer l'avenir. Selon lui, l'absorption du slavisme, pour être couronnée de succès, doit se développer aussi librement et spontanément que possible ; elle doit être l'œuvre du temps, du développement progressif de l'italianité et de sa force morale.

Une autre illusion des hommes politiques italiens est celle qui leur fait croire que la pénétration impérialiste des Italiens dans les Balkans serait possible sans préjudice pour les futurs rapports économiques entre

les pays balkaniques et l'Italie. Après avoir spolié leurs voisins de leurs possessions légitimes, les Italiens croient qu'il leur sera encore possible de faire un commerce avantageux avec eux et de couler leurs produits sur les marchés sudslaves. Or, c'est là une erreur de perspective. Erreur fatale pour les rapports italo-slaves. Les Italiens doivent se rendre compte qu'ils seront reçus dans les pays sudslaves avec le même esprit dans lequel ils y pénétreront. S'ils viennent en amis, ils seront reçus comme tels. Viennent-ils en conquérants et en spoliateurs, annexant les provinces et les villes slaves, l'accueil qu'on leur réservera sera tout autre. Une fois la confiance perdue, on ne la rattrape plus. La guerre douanière que la Serbie soutenait contre l'Autriche-Hongrie, il y a douze ans, est là pour prouver que l'on saura lutter avec succès contre ceux qui voudraient nous opprimer d'une manière ou d'une autre. M. D. MARINCOVITCH.

L'occupation italienne dans les territoires sudslaves

Les journaux italiens affirment que les populations sud-slaves prennent à l'égard des troupes italiennes une attitude plus amicale que dans les premiers jours et que le départ des jeunes Slovènes qui désirent rejoindre la Croatie s'effectue librement. Par contre, les nouvelles qui viennent des pays occupés démontrent que l'exaspération des populations sudslaves ne fait que grandir, surtout à la suite des autorités italiennes d'occupation. Nous en donnons quelques-uns ici à titre documentaire :

En Istrie. — Dans l'Istrie orientale, centrale et méridionale, les Italiens ont introduit une véritable terreur. Les drapeaux croates et les enseignes en langue croato-slovène ont été partout enlevés. Sous menace d'emprisonnement ou d'internement, le drapeau italien doit être arboré sur les écoles, les églises et les administrations. Ce sont surtout les prêtres nationaux et les instituteurs qui sont exposés aux chicanes. Dans toutes les administrations on ne doit employer que la langue italienne ; même sur mer il est défendu de parler en croate. La population est surtout indignée par la réquisition des quelques rares denrées alimentaires qu'elle possède. L'Istrie est à la veille d'un hiver rigoureux et d'une famine épouvantable.

La vente au numéro du « Hrvatski List » de Pola est interdite. Sur la foi d'une dénonciation, le commandement italien a menacé d'interner l'inspecteur scolaire du département, Zgrablic, et l'a traité de « sauvage, lourdaud, menteur, etc. ». Les Italiens ont arrêté à Obrijlje le curé Cervar et l'instituteur Nesir. Après les avoir maltraités, ils les ont envoyés à Trieste. Les docteurs Poschitch, Mogorovitch et Zucker, d'Abazzia, ont été envoyés sous forte escorte à Pazin. Bien que la commune de Pazin compte 17.000 Croates et 1400 Italiens, le Conseil municipal a été dissout et une régence (3 Italiens, 2 Croates) a été nommée par les Italiens ; ils ont proclamé l'état de siège. A Karjoba, les Italiens ont désigné comme otage le curé Stavelik, Tchèque d'origine, qu'ils ont obligé, sous la menace des revolvers, à crier : « Evviva Italia ! » A Boljun, ils ont pris des porcs gras sans les payer ni donner de bons. A Pitchna ils ont destitué le maire, un Croate. A Optrlje, les soldats italiens ont pénétré dans la maison du chanoine Glavinitch et ont emporté des objets d'une valeur de 30.000 couronnes. Quant à lui-même, ils l'ont chassé en lui donnant trois couronnes pour le voyage. A Terenci les Italiens ont tiré contre le drapeau croate. Iskra, instituteur de Groznjane, a été interné.

A Mali Lochinj (Lussin). — Le capitaine italien Cavagnieri a occupé l'île de Mali Lochinj au nom du roi d'Italie. Le lendemain il a demandé que le fort soit fermé et a congédié les soldats tchécoslovaques et sudslaves. Il donna l'ordre ensuite à tous les fonctionnaires de prêter serment au roi d'Italie. Les navires qui étaient dans le port ont été saisis. Toute la population masculine sudslave est expulsée. Un prélat italien a déclaré qu'au point de vue de l'Eglise, Mali Lochinj sera désormais soumis à l'évêque de Venise. Les prêtres nationaux, avec le prêtre Boniface en tête, ont protesté contre cette mesure et ont refusé de hisser le drapeau italien sur les églises.

Sur le littoral croate. — Les troupes italiennes ont occupé la gare de Bakar (littoral croate). Dans la localité de Draga, ils ont hissé le drapeau italien sur la maison communale. Les Italiens obligent, aux environs de Bakar, les instituteurs croates à enseigner en italien dans leurs écoles. Ils menacent de prendre comme otages les instituteurs et les prêtres.

(Communiqués du bureau de la presse sudslave à Genève)

L'occupation serbe en Hongrie

En vertu des conditions de l'armistice, l'armée serbe a occupé toute la ligne qui lui a été assignée. A l'est elle commence à Orhava, sur le Danube, suit la ligne du chemin de fer Orhava-Temichvare, qu'elle quitte à Longoche, d'où elle monte vers le nord et près de Lipa elle atteint le fleuve Moriche. D'ici elle longe ce fleuve jusqu'à son embouchure dans la Tisza. Passant Tisza au sud de Séguédine, la ligne va directement à Baia, englobant Soubotitza (Maria Theresiopol). A Baia, elle atteint le Danube, qu'elle traverse et englobant Pélichou (Funfkirchen) elle s'arrête à Barès sur la Drave, un nœud important de chemin de fer.

Les territoires occupés en Hongrie répondent à peu près aux aspirations nationales des Serbes. Ils renferment trois provinces serbes qui depuis longtemps attendent leur délivrance et leur union avec leurs frères. Ces provinces sont Batchka, Baranya, la partie située entre la Drave et le Danube et enfin le Banat occidental entre les fleuves Moriche, Tisza et le Danube.

La majeure partie du territoire a été occupée avant la conclusion de l'armistice et ce n'est que les points les plus septentrionaux qui ont été occupés après. La réception faite aux troupes serbes a été la plus cordiale possible. Un enthousiasme délirant envahissait la population, d'autant plus que dans les rangs de l'armée libératrice elle reconnaissait beaucoup de ses fils, frères et pères. Notamment dans l'armée serbe combattaient les divisions sudslaves dont les soldats sont originaires des pays de l'ancienne double Monarchie, et aussi un grand nombre de soldats originaires des pays occupés.

L'occupation a été parachevée dans le meilleur ordre. Selon le témoignage unanime de la presse magyare, les soldats serbes se comportent en amis, même envers la population magyare et allemande. L'anarchie qui s'est propagée à la suite de la décomposition de l'armée austro-hongroise a été promptement étouffée. La population a pris dans ses mains l'administration, qu'elle confiait à ses fils, en chassant les intrus que les gouvernements hongrois envoyaient autrefois. Aucun acte de violence n'a été commis ; au contraire, les Serbes ont témoigné d'une amabilité qui a étonné les Magyars. Leur étonnement a été d'autant plus grand que cette façon de mener la guerre et d'occuper leur pays était inconnue. Là où les troupes magyares avaient mis le pied, la terre en a gémi. Les ruines en Serbie sont, en grande partie, leur œuvre. Les villages saccagés et les tombeaux innombrables seront encore pour des générations des monuments effrayants de leur gloire guerrière. Un journal magyar, « Az Est », du 27 novembre, nous montre les principes qui guident les troupes d'occupation serbes. Le correspondant de ce journal a interviewé le commandant serbe de la place de Temichvare, le colonel Savalitch, qui disait :

« Ma mère, une vieille femme de soixante ans, a été emmenée au début de la guerre de Chabatz à Czegléd, où elle a été internée. Pendant quatre ans elle vécut dans la plus grande misère, logée dans un bâtiment semblable à une étable. Je pleurerai en pensant à cela. Cependant la vengeance ne me vient pas un seul moment à l'idée. Les soldats magyars et autrichiens, et encore plus les Allemands, ont dévasté notre patrie, dispersé nos familles à travers le monde entier et ruiné notre pays. Mais nous ne pensons pourtant pas riposter de la même manière. Les souffrances nombreuses de cette guerre nous ont appris que les hommes doivent être bons et ne doivent approcher leur prochain qu'avec amour et bonté. La guerre nous a tous abattus. Il ne faut pas que l'œuvre de destruction et de carnage recommence. Il ne faut plus de larmes. »

Le correspondant accompagne ces paroles ainsi : « Ce sont ces principes wilsoniens que préconise le colonel Savalitch et, il faut le dire, il vit selon eux. Il remplit son devoir avec bonté et amabilité. Il concentre toute son attention, à ce que ses soldats ne commettent quelque chose qui puisse donner lieu à une plainte quelconque de la part de la population ». Ailleurs, il dit : « Les troupes serbes ne réquisitionnent rien jusqu'à présent. Elles retirent des entrepôts ou achètent au marché, en payant comptant et au prix demandé les marchandises dont elles ont besoin. Les officiers serbes évitent tout ce qui pourrait froisser la susceptibilité nationale des Magyars ou des Allemands de ces régions ».

Cette façon de traiter les ennemis les plus acharnés n'empêche pourtant pas le gouvernement magyar d'envoyer tous les jours quelques notes de protestation pleines de mensonges. Plus les troupes serbes ont un esprit conciliant et humain, plus les Magyars se croient en droit de poser des demandes impossibles. Ils s'imaginent qu'ils sauveront l'intégrité de la Hongrie

avec des tracasseries de ce genre. Par exemple, le gouvernement de Budapest a eu l'idée plutôt comique de protester parce que les commandants serbes interdisent la levée des classes dans les territoires occupés, levée ordonnée par le gouvernement magyar.

Le nouveau gouvernement, au lieu de se concilier avec la réalité, imagine toujours que des actions pareilles pourraient améliorer le sort de la Hongrie.

L. P.

La formation et l'organisation de l'Etat sudslave

— Une déclaration du comte L. Voinovitch —

M. le comte Voinovitch a accordé à un rédacteur de l'Information, une interview très intéressante sur la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Nous en reproduisons ici quelques passages (voir l'Information du 1er décembre).

L'impérialisme, nous dit M. de Voinovitch, n'a pas cours chez nous. Nous ne voulons que les pays qui, de tout temps, ont parlé notre langue, qu'ils habitent et que labourent les gens de notre race. Et nous connaissons bien ces pays ; nous n'en ignorons pas le moindre village. Les Yougoslaves ont la pleine conscience de leur nationalité ; ils ne sont pas unis par des liens artificiels. Tous les pays qu'ils revendiquent, ils les occupent en « masses compactes » pour emprunter les termes mêmes de la déclaration de Corfou du 29 juillet 1917.

Si vous parcourez une carte politique de l'Europe centrale, il vous sera facile de vous rendre compte que ces différents territoires étaient administrés de la façon la plus diverse, soit qu'ils eussent réalisé leur indépendance, comme la Serbie et le Monténégro, soit qu'ils relevassent encore de la Hongrie ou de l'Autriche, comme la Carniole ou la Dalmatie, soit encore qu'ils fussent arrivés à bénéficier d'une autonomie relative, comme la Croatie. Mais sous ces régimes variés, leurs habitants n'avaient qu'une même âme qui les poussait d'un seul élan vers la liberté et l'unité. De la Drave et du Maroch jusqu'à l'Adriatique et aux confins de Salonique, de l'Isone jusqu'à Timsk, en dépit de la pression de deux empires, le turc et l'autrichien, qui se sont écroulés l'un après l'autre, jamais le sentiment national ne s'est affaibli en eux.

Tous leurs efforts, avouons-le, seraient restés vains, si la guerre mondiale n'avait amené l'écroulement de l'Autriche-Hongrie, en permettant aux peuples qu'elle dominait de faire définitivement entendre leur voix et en leur donnant la libre disposition d'eux-mêmes. De cet écroulement cependant nous sommes les artisans dans une mesure très appréciable, car la puissance militaire des Habsbourg s'est trouvée atteinte par les coups répétés, que notre nation portait à la monarchie conjointement avec les Tchèques. Si le rôle de la Serbie fut à peu près exclusivement extérieur, comme jadis celui du Piémont, le nôtre s'exerça à l'intérieur et porta sur les œuvres vives de l'empire.

Mais la Serbie fut toujours reconnue comme le porte-drapeau des Yougoslaves ; c'est vers elle, que se sont au long des années, tournés nos regards ; nos plus grands hommes de Dalmatie et de Croatie, au premier rang desquels il faut placer Mgr Strossmayer, ont reconnu dans la Serbie l'élément libérateur et unificateur de la race. Elle était, du reste, digne de cette mission ; nul n'a oublié qu'au cours de cette guerre elle n'a plié devant aucun sacrifice et que, lorsqu'elle succomba sous une triple et formidable agression, elle garda intacte sa foi dans ses destinées et dans celles de ses frères.

Ce fut vainement que l'Autriche, momentanément triomphante, lui offrit de la rétablir dans son statut territorial et de lui garantir une issue sur la mer ; la Serbie rejeta le pacte ignoble et se sacrifia jusqu'au bout de la cause nationale.

Mais la question qui nous préoccupe avant toutes les autres à l'heure actuelle, c'est le règlement des limites territoriales de notre Etat, qui doit se poser au prochain congrès de la paix.

Des difficultés surgiront de tous côtés au nord avec la Hongrie, au sud-est avec les Bulgares, au nord-est avec les Roumains. Je crois que dans ces trois directions, nos frontières pourront assez facilement être délimitées ; la séparation entre les éléments magyars se fera par la force des choses, les Alliés étant disposés à réfréner les ambitions illégitimes des Hongrois ; les Roumains sont animés à notre égard d'un sincère esprit de conciliation au sujet du territoire du Banat ; quant à la Bulgarie comment pourrait-elle prétendre après sa trahison à la Macédoine serbe, que par deux fois nous avons délivrée du joug étranger. Restent les difficultés qui nous séparent de nos alliés italiens. Un principe doit les dominer, c'est l'application stricte du droit des populations à choisir leur gouvernement suivant l'expression du président Wilson.

Que les territoires où domine l'élément slave nous reviennent, qu'on laisse à l'Italie les régions où l'élément italien constitue une masse compacte sans solution de continuité dans les cas douteux, un plébiscite librement organisé trancherait le litige.

Comment sera organisé le nouvel Etat yougoslave ? Si on écoute la voix du passé, on trouverait que le régime fédéraliste conviendrait mieux à l'évolution historique de nos provinces et aux différences d'habitudes et de besoins contractés pendant la longue période d'émiettement. Mais la nécessité de constituer un Etat fort et viable, capable de faire face à toutes les concurrences qui l'attendent nous impose catégoriquement de renoncer au fédéralisme et d'adopter une forme de gouvernement unitaire, englobant les trois branches d'une même nation : serbe, croate et slovène. Il nous faut faire un seul front devant l'étranger. Ce système n'exclut pas une large et sage décentralisation administrative qui tiendra compte des particularités régionales,